



Commission économique du CSE central de FTV

Budget 2026 de France Télévisions

Compte-rendu de la réunion du 16 janvier 2026

Présents pour la commission : Jean-Hervé GUILCHER (rapporteur), Frédéric MAILLARD, Frantz MONTOBAN, Didier RICOU. **Excusée :** Véronique LAMARTINIÈRE.

Pour la direction : Priscille DUCOMET, directrice financière, Éric FRESSIGNAUD, directeur du contrôle de gestion et Sandrine MISRAHI-BERNARD, directrice de la santé, du dialogue social et de la qualité de vie au travail.

Invitées : Bérénice FERRIER et Estelle RICHARD, expertes de Secafi.

Le budget adopté en décembre par le Conseil d'administration pour l'année 2026 repose sur une équation impossible, qui engendre un niveau d'économies jamais connu encore par notre entreprise sur un temps si court.

Il doit répondre à des injonctions contradictoires : revenir à l'équilibre d'exploitation malgré une baisse de 65 M€ des concours publics qui se cumule avec le déficit de 43 M€ de l'exercice 2025. Il doit malgré tout financer ses développements (sur le numérique notamment), tout en absorbant un niveau d'inflation très important (30 à 40 M€).

Les économies projetées sont de l'ordre de 140 M€.

Ce compte-rendu se base sur la seconde version du budget qui a fléchi les 20 M€ d'économies qui n'avaient pas encore été affectés dans la 1^{ère} version et figuraient sur une ligne « économies supplémentaires à réaliser ». Ces 20 M€ sont répartis pour 11,5 M€ sur le coût de grille (8 M€ supplémentaires sur le sport national, 3,5 M€ sur le programme régional), pour 2,5 M€ sur les coûts supports (support antennes et programmes, coûts de diffusion) et 5 M€ supplémentaires sur les cessions d'immobilisations (ventes d'immeubles) qui passent de 20 à 25 M€.

Un sous-financement aggravé

Avec une baisse de 65 M€ par rapport au budget rectificatif 2025, les concours publics sont en réalité en recul de 91 M€ par rapport au budget initial 2025 et de 169 M€ par rapport au projet de COM 2024-2028 (voire de 204 M€ en comptant le programme incitatif aux transformations). C'est considérable. Le montant des concours publics représente 2,441 Md€.

Des recettes publicitaires hypothétiques

Le budget prévoit un niveau de recettes publicitaires de 384 M€, très largement supérieur à 2025 (+ 26 M€), malgré le recul d'un marché en crise, lié à la frilosité des annonceurs et à la baisse de la durée d'écoute individuelle (DEI).

En réalité, le chiffre d'affaires diffuseur est prévu en recul de 10 M€ par rapport au budget rectificatif 2025, c'est donc sur la publicité numérique que la direction prévoit une hausse de 27 M€, en multipliant les écrans pré-roll et mid-roll.

Il s'agit réellement d'un pari, qui pourrait rebuter le public et donc porter atteinte aux audiences. La direction répond que la pression publicitaire est beaucoup plus faible sur france.tv que sur les plateformes concurrentes, TF1 notamment.

Les économies très importantes sur le programme national ou sur les sports pourraient aussi avoir un effet négatif sur les audiences, en particulier linéaires.

Au total, les recettes nettes disponibles (une fois payés les commissions, les ayants-droits et la taxe sur les salaires (54 M€)) représentent 2,477 Md€.

Des économies sur tous les postes de charges

La grille représente près de la moitié des objectifs d'économies, avec un recul de 68 M€ par rapport au budget 2025. Le coût de grille global atteint 2,098 Md€.

Principal contributeur, **le programme national doit économiser 38,2 M€** par rapport au budget rectificatif 2025 (-44,5 M€ par rapport au budget 2025). Selon la direction financière, cela traduit l'effet en année pleine des renégociations qui ont eu lieu avec les producteurs en 2025, notamment sur le flux. En parallèle, France Télévisions va baisser ses engagements dans la Création, pour les passer de 440 M€ à 420 M€. Le coût de grille relatif à la création devrait être ramené à 420 voire 400 M€.

Ces économies risquent à terme d'appauvrir la grille en augmentant les rediffusions. Du fait des stocks, cet effet ne devrait pas être visible en 2026 mais plutôt à partir de 2027.

Le programme national représente un coût de 883 M€.

Le programme régional doit économiser 12,2 M€ par rapport au budget rectificatif et 16 M€ par rapport au budget 2025. Ces économies reposent sur une réduction des effectifs et une politique de réduction des frais de mission (d'une manière générale sur les frais de mission à France Télévisions : limitation des taxis, interdiction des voyages en 1^{ère} classe, négociation de

remises sur les hôtels et les transporteurs), économies aussi sur la captation des matinales de la radio Ici dont la direction entend « simplifier la mise en image » sans être plus explicite. Dans ce contexte d'économies, le réseau régional devra financer la couverture des élections municipales (traditionnellement environ 2 M€). **Le programme régional représente un coût de 435,3 M€.**

Le sport national affiche une économie de 6,8 M€ par rapport au budget rectificatif 2025. Cette baisse est le résultat de la revente à TF1 des droits de 9 matchs du Tournoi des 6 Nations, qui génère une économie de 5,5 M€. Au-delà de cet aspect, le budget prévoit des économies sur les coûts de production pour absorber les droits des Jeux olympiques d'hiver de Milan Cortina ou l'inflation des sur les droits sportifs et les prestations HF (situation de monopole). **Le coût du sport national est de 182,6 M€.**

L'information nationale est prévue en baisse de 5,5 M€. Elle va devoir économiser sur les éditions et les magazines. La direction financière mène un travail sur les coûts de gestion des bureaux de l'étranger, en réinternalisant en son sein leur compte ou la gestion des frais de mission, en renégociant les loyers voire en déménageant les bureaux vers des locaux moins onéreux. Ces économies doivent permettre d'absorber le surcoût des municipales et le renforcement de Franceinfo. **Le coût de l'information nationale est de 276,6 M€.**

La stabilité du budget des programmes ultramarins (+0,2 M€ par rapport au budget rectificatif) est un trompe-l'œil, car elle cache d'importantes économies destinées à contrebalancer l'augmentation mécanique de la masse salariale. Chaque direction de station est sommée de trouver des économies (départs à la retraite non remplacés, effectifs réduits, développements sur le numérique financés par des économies sur le linéaire). **Le coût du programme ultramarin est de 224,2 M€.**

Le numérique progresse de 1,5 M€ par rapport au budget rectificatif, ce qui doit notamment financer les développements spéciaux pour les Jeux olympiques d'hiver ou les municipales, ainsi que la bascule prévue des contenus régionaux de l'URL franceinfo.fr vers l'URL ici.fr. **Le numérique (hors contenus) représente un coût de 96,4 M€.**

Les coûts supports prévoient un niveau d'économies de 5,3 M€ par rapport au budget rectificatif 2025 et de 11,7 M€ par rapport au budget initial de 2025. Ils représentent 341,2 M€.

Ces économies portent pour **3 M€ sur le support antennes et programmes**, où se retrouvent les économies sur la communication, sur les honoraires ou encore sur les frais de mission. Le coût global est de 211,8 M€.

Une économie de 2 M€ est prévue sur les coûts de diffusion, prévus à 70,5 M€. France Télévisions envisage notamment de supprimer de petits émetteurs TNT dans les zones rurales ou en montagne, pour les remplacer par une solution par satellite. Ce qui interpelle quant à la capacité de tous les Français d'accéder à nos programmes, où qu'ils habitent et notamment du fait de la persistance d'une fracture numérique.

Le coût du support technique et informatique partagé est relativement stable (-0,3 M€ à 59 M€), ce qui s'explique d'une part par une saturation de l'activité de la Fabrique, du fait de la couverture d'événements comme les municipales ou les JO, d'autre part par la rationalisation des investissements technologiques, afin de financer le développement de l'IA ou l'inflation des coûts des logiciels.

Les autres dépenses sont prévues en baisse de 5,2 M€.

Cela s'explique par une **baisse de 2,1 M€ de la subvention à France 3 Cinéma** qui se porte bien, grâce aux ventes à l'étranger de films dont elle est coproducteur.

Cela résulte également de l'objectif d'une **baisse de 2,5 M€ des frais généraux, fonctions supports, formation**. On y retrouve des économies sur les honoraires, les formations et les frais de mission, mais aussi une économie de loyer d'1,5 M€ cette année sur l'immeuble du Ponant qui doit être rendu à l'été. La comptabilité et le service MOA qui s'y trouvaient vont être rapatriés à Quadrans. Au total, cela représente une baisse de 5 M€ par rapport au budget 2025, pour un coût global de 95,7 M€.

Le budget de la transformation est revu à la baisse, faute d'utilisation pour des reconversions professionnelles. Il passe de 4 M€ en 2025 à 3,5 M€.

Parmi les autres résultats, où l'on retrouve notamment les remontées des filiales, **le résultat des autres activités est en hausse de 6,1 M€** par rapport aux budgets de 2025. Cela intègre l'augmentation prévue du chiffre d'affaires de la régie publicitaire et les bons résultats de France télévisions distribution.

Le **résultat du producteur** progresse d'1,6 M€ par rapport au budget rectificatif 2025, grâce aux bons résultats des filiales cinéma et une légère progression du chiffre d'affaires attendu de France.tv Studio.

France Télévisions vend les bijoux de famille

Officiellement, la direction n'a pas souhaité dire quels immeubles elle entendait vendre. Tout juste sait-on qu'il s'agirait d'un immeuble parisien (France Télévisions en possède deux...) et d'un immeuble en région. Lors du CSE du Réseau France 3, le directeur de l'immobilier a cité quelques pistes...

Ce choix vise à récupérer de la trésorerie mais il s'agit d'une opération « one shot ». Ensuite, France Télévisions devra s'acquitter de loyers aux nouveaux propriétaires. Économiquement, il s'agit donc d'une opération court terme, prise en situation d'urgence, qui appauvrit l'entreprise.

L'emploi : la vis sans fin

Ce budget prévoit une nouvelle baisse des effectifs, de 51 ETP par rapport à la dernière prévision 2025 et de 112 ETP par rapport au budget 2025 pour atteindre 8688 ETP.

En réalité, selon la direction financière, le niveau d'ETP à fin 2025 devrait être en économie par rapport à la réprévision, une partie de l'objectif de -51 ETP a donc déjà été atteint.

La direction compte sur les projections de départs en retraite pour atteindre l'objectif, en n'en remplaçant pas certains.

Elle n'a pas communiqué aux membres de la commission la ventilation des économies attendues entre directions.

Par ailleurs, la direction souhaite réinternaliser des compétences aujourd'hui assurées par des prestataires sur le numérique. Cela représenterait 33 ETP en 2026 pour un objectif de 150 à 200 ETP à l'horizon 2030. Les membres de la commission n'ont pas obtenu de précisions sur le nature des postes réinternalisés ni sur la méthode envisagée (jusqu'ici le recours à la prestation traduisait notamment la difficulté de France Télévisions à recruter des compétences spécialisées sur le numérique, faute de salaires attractifs).

Trésorerie : une situation très tendue mais moins pire que prévu

L'exercice 2025 s'est terminé avec une trésorerie positive de 12,5 M€ alors que la réprévision prévoyait une trésorerie de clôture à 3 M€. C'est l'effet cumulé d'économies sur les frais de fonctionnement en décembre et d'une importante économie sur la masse salariale (sans doute un effet noria lié aux nombreux départs à la retraite en 2025), inattendue, qui est en cours d'analyse.

Les investissements restent à un niveau élevé : 100 M€ dont 90 M€ hors filiales. 2026 verra les derniers investissements pour le projet France 2030 de V Studio, qui doit ouvrir ses portes en février prochain.

Pour la commission,
Jean-Hervé Guilcher
18 janvier 2026